


la Dette



Edito

Alors que 2008 démarre en trombe avec une journée mondiale de mobilisations le 26 janvier, au moment du Forum économique mondial de Davos et en remplacement cette année de la tenue du Forum social mondial sous sa forme habituelle, toute l'équipe du CADTM France est heureuse de vous souhaiter une excellente année militante. Qu'elle vous apporte une foule de bonheurs personnels et militants, qu'elle mette à mal la logique mortifère défendue par le FMI et la Banque mondiale, qu'elle pose les jalons d'alternatives radicales à un modèle économique inique, violent, destructeur d'environnement et de tissu social, réellement à bout de souffle.

Le CADTM France sera là pour participer à cette tâche difficile, mais ô combien exaltante. Avec l'espoir de vous compter à ses côtés... 

L'équipe du CADTM France

Agenda

26 janvier Forum Social Mondial
Journée mondiale de manifestations

26 janvier, Grenoble (38)
Contre les logiques de guerres
Toute la journée, rue Félix Poulat
Participation du CADTM Grenoble

26 janvier, Lyon (69)
Forum social mondial
Participation du CADTM Lyon
Place de la République, Lyon 2ème de 10 h à 17 h des forums, des débats, des performances artistiques et des stands d'informations

14 février, Les Clayes sous Bois (78)
20h30, film-débat "Bamako" Ciné H Langlois, avec Henri Kondi et Olivier Chantry

5 mars, Tourcoing (59)
Débat sur la mondialisation, intervention du CADTM-Lille 18h00, à l'IUT-B

Détails sur le site : cadtm.org

Des chiffres et des dettes

Tsunami et *Subprimes* : victimes endettées, actionnaires secourus

La dette extérieure des pays touchés par le tsunami (Inde, Indonésie, Thaïlande, Sri Lanka) en décembre 2004 était de 300 milliards de dollars.

Loin de diminuer elle s'élève aujourd'hui à 375 milliards de dollars.

L'ampleur des pertes bancaires liées à la crise de *subprimes* serait comprise dans une fourchette de 300 milliards à 400 milliards de dollars.

Les banques privées et leurs riches actionnaires verront le bout du tunnel dans 3-4 ans car elles provisionnent ces pertes à un rythme de 30 milliards par trimestre environ, avec le soutien indéfectible des banques centrales.

Les populations meurtries par le tsunami, leurs enfants et leurs petits enfants, continueront à rembourser éternellement la dette montante réclamée sans faille par les Institutions financières internationales, le Club de Paris et ses banques centrales, le Club de Londres et ses banques privées....

Qui a dit ?

«Pour chaque corrompu dans un pays en développement, il y a un corrupteur, souvent dans un pays développé, qui doit aussi être tenu pour comptable.»

Paul Wolfowitz Président, Groupe de la Banque mondiale, Assemblées annuelles - 22 septembre 2005

«Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire.»

David Rockefeller - février 1999

Palestine : gagnants et perdants à la Conférence des donateurs

Comme nous le disions dans un article précédent, le peuple palestinien, s'il arrive à réaliser son rêve d'un état libre et souverain, sera endetté massivement

La dette de l'Autorité Palestinienne est estimée aujourd'hui à 1,6 milliard de dollars et 100 millions de plus chaque mois. Sans compter la dette privée de ménages palestiniens. Après le politicien et pratiquement le sociocide commis impunément par l'armée coloniale d'occupation israélienne, et tolérés par les seigneurs de l'empire de la honte... il fallait éviter le collapsus d'un peuple afin qu'il reste des survivants pour payer la dette, Annapolis et Paris la rendront soutenable.

Plus de 7,4 milliards de promesses de dons ont ainsi été réunies à Paris.

Bernard Kouchner s'est fait le porte-parole de la bonne nouvelle : «*le vrai vainqueur, c'est l'État palestinien*».

Les médias adulateurs de ces nouveaux princes féodaux ont claironné leurs largesses. «*Les pays donateurs ont été particulièrement généreux.*» pouvait-on lire.

Envers qui ? Nous allons essayer d'apporter une réponse en analysant ligne par ligne le texte de la Déclaration commune de la Conférence internationale des donateurs pour l'Etat palestinien.

Pour les do(mi)nateurs...

Les donateurs «*donnent un signal fort de soutien politique et financier au gouvernement du Président Mahmoud Abbas et du Premier Ministre Salam Fayyad*». Ce dernier est l'ancien haut représentant du FMI pour les territoires palestiniens, Premier ministre par décret non élu et non reconnu par le Parlement palestinien à majorité Hamas. Évidemment, seul un boy du FMI pouvait avoir la confiance de la soi-disant communauté internationale. C'est donc «*leur vision du futur État palestinien*» qui est reconnue, pas celle du peuple palestinien.

Les maudites «*contre*»-réformes apparaissent en deuxième lieu de la déclaration, et toujours pas un mot pour le peuple palestinien. Le «*plan de réformes et de développement du Président Abbas et du Premier Ministre Fayyad*» (car en démocratie, on le sait, seul les laquais des Seigneurs décident), «*est approuvé*». Les donateurs s'engagent donc à fournir «*un montant de 7,4 Mds \$ pour soutenir la*

construction institutionnelle et la reprise économique des trois années à venir, dont 3,4 Mds \$ pour 2008». Cette première tranche servira à payer les arriérés et les futurs salaires de 150 000 fonctionnaires de l'Autorité Palestinienne, dont plus de 70 000 (c.a.d. la moitié !) appartiennent aux forces de sécurité. Les donateurs se sont donc engagés sur la construction institutionnelle, nous verrons plus loin de quoi il s'agit. «*Ce montant comprend également l'aide humanitaire, dont le rôle est essentiel et qui aide à soulager la population palestinienne dans sa vie quotidienne, particulièrement à Gaza.*» Enfin apparaît le peuple palestinien. «*Aide à soulager*» est un euphémisme qui veut dire en fait ne pas les laisser mourir. Les maladies, la malnutrition chronique, la pauvreté extrême sont le quotidien engendré par l'ignoble blocus qui a été imposé par l'armée d'occupation israélienne. Aucune précision n'est donnée sur les montants alloués à l'aide humanitaire. Par contre, nous savons déjà que la généreuse coopération Française aidera l'Autorité palestinienne à recouvrer auprès des ménages palestiniens les factures d'électricité. La France fournira à la compagnie d'électricité palestinienne des compteurs prépayés... plus modernes qu'en France ! L'AFD¹ servira donc à faire payer le peuple palestinien ses besoins d'énergie et pas à améliorer les conditions de vie.

...ce qui est important est le plan néolibéral de Salam Fayyad et Mahmoud Abbas

Intitulé «*Construire un État palestinien*», il s'agit d'«*un programme macro-économique et budgétaire ambitieux mais cohérent et réalisable, bénéficiant du soutien du FMI et de la Banque mondiale*». Le baiser de la mort. Ces soutiens suscitent aujourd'hui dans tous les PED² la réprobation et la peur. En fait, un énième plan néolibéral international conçu par les Seigneurs du Monde pour la Palestine. Les dégâts et les échecs de plans précédents, ailleurs et en Palestine, n'y font rien. Ils récidivent dans leurs méfaits. Et comme si de rien n'était, les mêmes politiques et solutions désastreuses seront appliquées une fois encore à la Palestine. Depuis les accords d'Oslo, depuis plus de 15 ans, des milliards de dollars ont été déversés sur la Palestine. Mais le peuple

palestinien est plus pauvre et plus souffrant aujourd'hui qu'avant les accords d'Oslo. Une élite minoritaire de la bureaucratie palestinienne a procédé à des détournements massifs depuis l'instauration de l'Autorité. Mais les Seigneurs donateurs ferment les yeux : Pierre Duquesne, ancien représentant français au FMI à New York et représentant spécial pour la France à la Conférence des Donateurs de Paris, déclare que «*les circuits financiers d'aide à l'Autorité palestinienne ont été fiabilisés*». C'est une déclaration illégale d'amnistie. On ne peut pas éviter de se demander s'il y a eu des complicités pour se partager la manne.

L'insécurité des palestiniens sera maintenue...

Un appui sans vergogne sera spécialement donné à la répression interne. «*Nous avons confiance en l'Autorité palestinienne pour continuer à perfectionner ce plan afin d'assurer la continuité de ce processus de réforme, notamment dans le secteur de la sécurité.*» Avec les technologies des Seigneurs du monde, il faudra équiper, armer, entraîner 1 policier pour 50



habitants. Voici la destination préférée de la générosité des donateurs. Voici l'État palestinien dont rêvent les Seigneurs de «*l'Empire de la Honte*»³. En réalité, ils testent sur une population meurtrie l'idéal de société qu'ils voudraient appliquer à grande échelle partout dans le monde. Quant à la puissance occupante, Israël continuera à négocier seul en face à face avec sa victime affaiblie, et continuera à lui imposer ses intérêts et desseins. En effet, les généreux donateurs laissent

1 - AFD Agence française pour le développement
2 - PED Pays en développement

3 - Jean Ziegler Éditions Fayard

faire, et déclarent que «les Palestiniens et les Israéliens prennent leurs responsabilités respectives de manière à ce que les mesures sur le terrain, en particulier en ce qui concerne la liberté de mouvement et d'accès, favorisent la reprise économique et la mise en oeuvre du plan». Quid de centaines de check points, du mur de la honte, des routes d'apartheid, des colonies existantes et des implantations sauvages tolérées et protégées par l'armée d'occupation, maintes fois condamnées par l'ONU et la CIJ⁴. Toutes ces structures coloniales et illégales sont précisément celles qui empêchent la liberté des mouvements et la reprise économique du peuple palestinien. En revanche, les généreux donateurs de Paris sont plus regardants envers les capitaux libérés et sécurisés : «des mesures immédiates, telles que la mise en oeuvre de projets à impact rapide et l'organisation d'une conférence du secteur privé, doivent être appuyées».

...mais les capitaux sécurisés circuleront librement

Pour les projets impactants, la «communauté internationale» a délégué Blair, deuxième «saigneur» de l'Iraq et successeur dans les Territoires Occupés de James Wolfensohn, (ce dernier avait atterri en Palestine tout suite après avoir présidé la Banque mondiale). La Palestine devient une destination obligatoire où sont mandatés les Seigneurs de l'Empire en fin de mission. Le bureau de Tony Blair à Jérusalem, salaire et sécurité compris coûtera 8 millions de dollars par an. En réalité, Tony Blair n'a fait que recycler de vieux projets existants comme la «Vallée de la Paix». Financée par le Japon, il s'agit d'une zone industrielle et agricole commune à Israël, la Jordanie et l'Autorité palestinienne près de Jéricho mais bien évidemment sous contrôle israélien. Un autre projet, déjà débattu et jamais réalisé, est la création des zones franches industrielles israélo-palestiniennes près de points de passage. En fait, des maquiladoras où il sera facile de contourner l'impôt et le droit du travail. Des maquiladoras au bénéfice surtout des capitalistes israéliens qui, avec l'appui de capitalistes palestiniens sur place, disposeront d'une abondante main d'oeuvre palestinienne bon marché, d'un sous-prolétariat palestinien exsangue.

La Société financière internationale, subdivision de la Banque mondiale qui prête main-forte aux investisseurs privés, organisera la conférence du secteur privé. Le département chargé du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (PEP-MENA



Ommaya Djoha

en anglais), créée par le G8 de Sea Island en 2004, pilotera avec l'Autorité monétaire palestinienne et l'Autorité des marchés palestinienne, la création d'un «code de gouvernance et de bonne conduite des affaires»... mots terribles qui cachent la libre circulation de l'argent que les capitalistes extorqueront aux travailleurs palestiniens dans une économie libre d'entraves, «réformée» et privatisée jusqu'au bout, où l'investisseur privé aura toutes les garanties et sécurités. Les pauvres ne seront pas oubliés. Une étude de l'AFI, commandée à PlaNet Finance (l'organisation de Jacques Attali pour la «prolifération» du micro-crédit), a démontré la présence dans les Territoires d'une «clientèle» qui a le droit de s'endetter aussi, si pauvre soit-elle. L'Union Européenne participera main dans la main avec la AFI à cette aventure de «libéralisation» de l'économie palestinienne. Son aide, de 300 millions d'euros pour 2008, aura comme objectif principal l'obtention d'un marché épanoui... pour les entreprises privées.

Le CADTM dénonce donc cette mascarade de Conférence de Donateurs...

Car les rouages sont maintenant parfaitement huilés pour faire contracter une dette éternelle au peuple palestinien. Dans la Déclaration commune de la Conférence internationale des donateurs pour l'État palestinien, apparaissent les éléments qui caractérisent la procédure classique de l'endettement d'une jeune nation qui se libère du joug colonial.

La présence et l'influence des IFIs dans les Territoires est immense. Les laquais de l'Empire en sont issus. Les Proconsuls des IFIs y campent en maison conquise. Les Wolfensohn, Fayyad, Tony Blair, sur place, et autre Duquesne à distance, font et défont l'économie locale au détriment du peuple palestinien. La politique de gestion de Territoires, pilotée par les IFIs, passe outre toute recherche du bien-être du peuple et se concentre uniquement sur le bonheur du marché.

La dette ainsi générée sera odieuse car elle relève de plans économiques des

IFIs, imposés de l'extérieur et qui n'ont fait qu'empirer la condition des palestiniens. Cette dette est aussi odieuse dès lors qu'elle finance les forces de sécurité pléthoriques de l'Autorité Palestinienne, forces qui réprimeront encore plus le peuple palestinien. Mais cette dette est surtout odieuse parce qu'elle est issue d'une colonisation féroce. L'armée israélienne d'occupation a systématiquement détruit toutes les infrastructures et institutions civiles palestiniennes construites avec l'aide de l'Union européenne. En outre, les blocages du Trésor israélien sur les transferts de taxes commerciales dues à l'Autorité palestinienne, dérèglent les déjà fragiles finances palestiniennes et relèvent, sinon du vol, de la punition collective, un crime caractérisé par les Conventions de Genève.

et avance des solutions justes...

Des plaintes légalement fondées doivent donc être déposées auprès des organes internationaux de justice - comme la CIJ - qui assigneront les responsables à des réparations pour crimes de guerre et contre l'humanité. Les mouvements sociaux d'Europe doivent faire pression sur la communauté internationale pour avancer dans ce sens. À travers cette voie, il sera possible d'obtenir une vraie solution aux souffrances du peuple palestinien dont un premier volet serait la création d'un fonds destiné à sa reconstruction, qui serait alimenté par des réparations versées par Israël. Une contribution des États-Unis, qui soutient et finance l'Etat israélien, doit s'y ajouter. Le deuxième pas dans notre «feuille de route» sera l'annulation immédiate de la dette de l'Autorité Palestinienne, accompagnée d'un audit de tous les dons et prêts contractés par l'Autorité Palestinienne afin d'identifier les vrais projets de développement ayant donné satisfaction à la population et pouvoir ainsi les distinguer de ceux qui n'ont pas abouti ou dont les fonds ont été détournés, surfacturés, sur-commissionnés ou imposés par la contrainte. C'est ainsi que justice sera rendue au peuple palestinien, créancier spolié. Pour une paix juste et une vraie justice, le CADTM accompagnera la société civile et le peuple palestinien dans sa juste résistance.

Car, si aujourd'hui, avec cette dette faramineuse qui s'abat sur la Palestine, dette que la propagande des donateurs veut faire passer comme des dons généreux, si aujourd'hui, «le vrai vainqueur, c'est l'État palestinien» le vrai perdant a toujours été le peuple palestinien.

La Banque mondiale fait-elle son mea culpa?

"Il est indispensable de réaliser d'importants gains de productivité dans la petite agriculture et aussi de fournir un appui plus efficace aux millions qui survivent en pratiquant une agriculture de subsistance (...) Nous devons appliquer des règles du jeu équitables dans le commerce international, produire des biens publics mondiaux, comme les technologies relatives aux denrées alimentaires de base tropicales, aider les pays en développement à faire face aux changements climatiques, et surmonter les pandémies qui menacent les plantes, les animaux et les êtres humains." Robert B. Zoellick Président de la Banque mondiale

Dans son «*Rapport sur le développement dans le monde 2008. L'Agriculture au service du développement*» (Banque Mondiale, Oct. 2007) la Banque mondiale appelle à la défense des petits agriculteurs et de l'environnement. Que signifie une telle prise de conscience aujourd'hui ? Les conclusions et les préconisations de la Banque mondiale ont-elles réellement changé ?

Pourquoi une telle prise de conscience aujourd'hui ?

Les accords sur l'agriculture sont à l'origine de l'échec des négociations à l'OMC du cycle de Doha. La question agricole est donc un important frein à la mondialisation néolibérale qui se décide à l'OMC.

Une régulation mondiale des échanges agricoles est pourtant nécessaire

En effet, les accords bilatéraux de partenariats économiques (APE) qui se multiplient sont autant de cordes du néolibéralisme passées autour du cou des paysans et des pauvres du monde. Les mouvements d'agriculteurs (dont Via Campesina) pensent que l'agriculture n'a pas sa place à l'OMC et réclament que les décisions de régulation du marché agricole mondial se prennent à la FAO, l'agence spécialisée de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation, sur la base du principe de la souveraineté alimentaire.

Ainsi, la Banque mondiale se devait de réagir et de proposer sa vision des compromis nécessaires ; pour sauver les pauvres (cette rhétorique n'est pas nouvelle), mais surtout pour sauver la mise en place de la libéralisation des marchés agricoles voulue à l'OMC. Pour la finance, il est essentiel de pouvoir investir «librement» dans l'agriculture, l'agroalimentaire, l'agro-fourmiture... D'autant plus essentiel que les perspectives d'un marché de plus en plus juteux se manifestent aujourd'hui. Concrètement, l'augmentation durable et

importante du prix des matières premières agricoles est la conséquence de l'explosion des agrocarburants.

Ce que la Banque mondiale entend par «des règles du jeu équitables dans le commerce international»

La Banque mondiale part du principe que :

- «selon les estimations une libéralisation totale des échanges aurait un impact relativement important sur le bien-être» ;

- la libéralisation induirait une augmentation moyenne des prix agricoles de 5,5% mais permettrait également d'obtenir des denrées alimentaires moins chères pour les plus pauvres du fait de la suppression des droits de douane ;

- mis à part ces estimations contestées et très idéologiques, elle admet néanmoins que de nombreux agriculteurs «se retrouveront perdants» et que «des programmes adaptés à la situation propre de chaque pays devront être formulés pour faciliter le passage aux nouvelles réalités».

« En ajoutant un zeste d'incertitude dans la mécanique des modèles habituellement utilisés pour le calcul des bénéfices de la libéralisation, on trouve que celle-ci est bien moins avantageuse que ce que l'on croyait. (...) Ainsi pouvons-nous affirmer que la libéralisation agricole ne produira pas nécessairement une augmentation importante de la production, n'indira pas le développement dans les pays pauvres, n'améliorera pas de façon significative la répartition des revenus dans le monde et ne conduira pas à une baisse des prix des produits alimentaires pour le bénéfice des consommateurs. Elle aura plutôt les effets inverses ». Bousard, J.-M, Gérard F, Piketty M.-G, 2005 Libéraliser l'agriculture mondiale ? Théories, modèles et réalités. CIRAD.

Ces «nouvelles réalités» sont quelques peu décrites : «l'un des problèmes les plus épineux qui se posent sur les marchés des denrées alimentaires consiste à déterminer comment gérer la volatilité des prix de produits de base sensibles sur le plan politique» (...) ; «les défaillances de marché sont nombreuses, surtout dans les pays à vocation agricole, et il est nécessaire quel'action publique permette d'obtenir les résultats sociaux souhaitables».

L'Etat doit donc «accroître la qualité et le volume des investissements publics», sans bien sûr «tomber dans le piège des subventions et de la protection». Cela pour «faciliter le passage aux nouvelles réalités» des nombreux agriculteurs perdants de la libéralisation des marchés agricoles.

Quels projets de développement pour les petits agriculteurs défavorisés ?

La Banque mondiale préconise donc de miser sur un «Accroissement de la productivité et de la durabilité de la petite agriculture», ainsi une large gamme de projets de développement agricole est proposée :

- promouvoir l'innovation dans le développement des méthodes de production agrobiologique «la lutte phytosanitaire fondée sur la biodiversité et la lutte biologique de préférence à l'emploi de pesticides» (bien entendu également dans les OGM «qui pourraient aider les populations pauvres») ;

- redoubler d'efforts dans le domaine de l'éducation ;

- renforcer la performance des organisations de producteurs, en portant une attention particulière aux femmes et aux minorités ;

- assurer des caisses de retraite rurales ;

- renforcer l'accès à la terre des plus petits agriculteurs ;

- ou encore pour l'irrigation : «il existe de nombreuses possibilités d'accroître la productivité en rénovant les systèmes en place, en développant les petits systèmes d'irrigation et en intensifiant les activités de collecte de l'eau».

Et bien entendu, «L'État doit contribuer au développement des marchés en fournissant des biens publics essentiels, en améliorant le climat de

l'investissement pour le secteur privé (...)». Les États devraient-ils donc relancer des campagnes d'endettement public importantes pour financer les contre-coups de la libéralisation, et à terme, attirer les investissements privés ? Cette recette n'est pas nouvelle ! Elle est d'autant plus grotesque que la finance privée ne se dirigera pas vers la petite agriculture alors qu'elle continuera à affluer toujours plus vers les acteurs du modèle agro-industriel. Est-il nécessaire de rappeler que la recherche privée de l'agro-industrie est en totale contradiction avec les projets de développement agricole de la petite agriculture ? Et pourquoi faire de la recherche sur les techniques de productions agro-biologiques qui ne nécessitent ni achat d'intrants chimiques, ni de variétés hybrides ou OGM qu'il faut racheter chaque année ?



Olivier Bonfond-CADTM

La Banque mondiale explique que *«c'est en grande partie parce qu'une attention insuffisante a été portée à ces problèmes d'économie politique et de gouvernance que plusieurs des grandes recommandations du Rapport sur le développement dans le monde 1982 sur l'agriculture n'ont pas été intégralement appliquées, notamment la libéralisation du commerce, l'augmentation des investissements dans l'infrastructure et dans la R&D [recherche et développement] en Afrique, et l'amélioration de la prestation des*

services de santé et d'éducation aux populations rurales».

Faut-il rappeler que c'est à partir des années 1980 que les États ont été forcés de réduire drastiquement les investissements dans les infrastructures et les prestations publiques au nom des réformes néolibérales imposées par cette même Banque mondiale pendant, un certain nombre de constats nous éclairent sur les vraies préoccupations de la Banque mondiale :

«De nouveaux et puissants intervenants se sont introduits dans les chaînes de valeur agricoles, qui ont un intérêt économique à promouvoir un secteur agricole dynamique et prospère et qui sont en mesure d'influencer les affaires politiques».

Ou encore : *«Étant donné l'intérêt accru qui est actuellement porté à la réalisation d'investissements dans l'agriculture et les nouvelles opportunités de succès, il est permis d'espérer que les plans d'action pour une agriculture au service du développement iront de l'avant».*

La rhétorique hypocrite de cette machine néolibérale schizophrène reste bien huilée

Le modèle destructeur agro-industriel n'est pas remis en cause même si la Banque mondiale déplore ses conséquences. Réaliser des expertises sur les questions environnementales et humaines de l'agriculture est une chose. Rester sur une vision purement idéologique d'un système économique en est une autre. La libéralisation des marchés agricoles par la mise en concurrence de producteurs totalement différents ne créera pas du *«bien être»* par l'effet des avantages comparatifs. Elle favorisera les plus gros acteurs en capacité de spéculer sur les ressources naturelles et les denrées alimentaires. Ces derniers tireront profit de la fluctuation croissante des prix agricoles en prenant par exemple la place des

petits agriculteurs *«perdants»*. La stabilité des prix agricoles est fondamentale pour le développement agricole des petits agriculteurs qui nécessitent une certaine prévisibilité pour envisager des investissements. Or, la finance internationale désire s'emparer de l'agriculture. Cela représente des investissements trop prometteurs pour les laisser à une multitude de petits paysans entrepreneurs. Il est en effet beaucoup plus facile pour la finance de ponctionner les gains de ce secteur avec un nombre restreint d'oligopoles privés et de quelques propriétaires fonciers qui resteraient. C'est pourquoi, après avoir réduit les capacités politiques et économiques des États, la Banque mondiale leur demande de jouer le rôle du mécanicien. Réparer vite les tracteurs ! Les 98 % d'agriculteurs qui n'en ont pas attendront-ils ?

Olivier Chantry

Un des points importants de l'analyse de la Banque mondiale sur l'augmentation de la productivité des petits agriculteurs est la préservation et l'amélioration de la qualité des sols. Un autre porte sur la taille des exploitations nécessaires pour être compétitif par économie d'échelle *« Pour assurer le transfert des terres aux utilisateurs les plus productifs (...) »*. Or, l'aspect accès à la mécanisation n'est pas abordé. C'est pourtant un point essentiel nécessaire à l'entretien des sols et à la productivité des agriculteurs. Dans le monde il y a 75 % des agriculteurs qui n'ont même pas accès à la traction animale. La Banque mondiale ne nous explique donc pas comment apporter du compost ou du fumier, (à raison de 5 à 20 tonnes/hectare) à la main ou à la brouette ?

Film Documentaire "Dem Walla Dee"

Par-delà les récits poignants des traversées, que nous livrent ceux qui ont essayé d'émigrer et qui ont ensuite été ramenés en avion au Sénégal, ce film nous fait découvrir les conditions de vie sans espoir de tous ceux qui veulent partir et qui dénoncent leur propre gouvernement, qui après les avoir rapatriés, les abandonne à leur sort.

Fou Malade, rappeur, Mignane Diouf, coordonnateur du Forum Social Sénégalais, mettent en cause les gouvernements du Nord qui pillent leur pays depuis plusieurs siècles à travers l'esclavage, le colonialisme, la dette, les accords de pêche, les APE.

Et comme nous le dit avec conviction Sidiki Daff : *«La libre circulation des hommes est un droit inaliénable».*

Un film de Rodrigo Saez avec la participation de Martine Toulotte et Sidiki Daff. 28 minutes. DVD disponible auprès du CADTM Grenoble

Prix : 10 euros prix de soutien / 5 euros bas revenus. L'argent récolté servira à envoyer le film au Sénégal et à refinancer un projet de film sur les émigrés sénégalais en Espagne.

Bon de commande sur le site <http://www.cadtm.org/spip.php?article2996>

Six mois de politique de co-développement : la «rupture» appliquée au Tiers-Monde ?

«Je favoriserai le développement des pays pauvres, en cessant d'aider les gouvernements corrompus, en mettant en place une Union méditerranéenne avec les pays du Sud, en donnant la priorité à l'Afrique». C'était au début de l'année 2007, une des «promesses» du candidat Sarkozy, apôtre de la rupture.

Une autre de ses promesses, vite réalisée, fut de créer un Ministère du Co-développement. Il l'a confié à Brice Hortefeux, également ministre de l'Immigration et de l'Identité Nationale. Tout est quasiment dit dans l'intitulé du ministère : les questions du développement des pays pauvres et de l'immigration sont désormais indissociables. Devant des ambassadeurs et des responsables de la coopération internationale, Brice Hortefeux déclare en juillet 2007 que *«la politique d'aide au développement des pays sources d'immigration doit être pensée à la lumière de la question des flux migratoires»*. *«Je suis convaincu»,* précise-t-il *«de la nécessité d'une approche très pragmatique de l'aide publique au développement. Parce que la maîtrise des flux migratoires doit être une priorité, je suis persuadé que nous devons privilégier les actions sectorielles et géographiques qui permettent d'y répondre. Cela nécessite une réflexion sur la concentration des crédits de coopération ayant un impact direct sur les flux migratoires, comme c'est notamment le cas pour la coopération en matière de santé, d'état civil, d'aide au secteur productif et universitaire»*.

Dans la discussion du budget 2008, le Ministre paraît fier d'annoncer devant le Sénat que son programme de co-développement va bénéficier d'une enveloppe de près de 90 millions d'euros et il précise les priorités qu'il s'est fixées : première d'entre elles, *«lancer des actions visant à améliorer l'accès au système bancaire et les transferts de fonds des migrants vers leurs pays d'origine»* et juste ensuite, *«poursuivre et donner un nouvel élan à la réinstallation économique des migrants*

dans leurs pays d'origine» : 700 *«projets individuels»* de retour vont être financés par l'Etat à hauteur de 7000 euros par projet.

Le Ministère du Co-développement ne semble pas considérer qu'il y ait un problème avec la dette : son annulation n'apparaît jamais comme une priorité dans ses déclarations. Son message principal est qu'il faut subordonner désormais l'aide aux pays pauvres à leur adhésion à la *«politique d'immigration choisie»* voulue par le président. Les deux premiers pays d'Afrique à avoir signé des accords de co-développement et qui peuvent donc bénéficier des faveurs de la France sont, sans grande *«rupture»*, le Gabon d'Omar Bongo et le Congo de Denis Sassou N'Guesso.

Dans son désormais célèbre discours du 26 juillet 2007 devant les étudiants de l'Université de Dakar, Nicolas Sarkozy n'a pas évoqué une seule fois la responsabilité actuelle des pays riches et des institutions internationales dans la situation dramatique de l'Afrique. Il a bien voulu admettre certains torts de la colonisation, tout en martelant qu'il était grand temps pour les Africains de tourner la page, mais les problèmes actuels de l'Afrique c'est aux Africains qu'il les a imputés : *«la réalité de l'Afrique, c'est celle d'un grand continent qui a tout pour réussir et qui ne réussit pas parce qu'il n'arrive pas à se libérer de ses mythes»*. Et d'énumérer les entraves au développement : *«Jeunes d'Afrique, vous voulez le développement, vous voulez la croissance, vous voulez la hausse du niveau de vie. Mais le voulez-vous vraiment ? Voulez-vous que cesse l'arbitraire, la corruption, la violence ? Voulez-vous que la propriété soit*

respectée, que l'argent soit investi au lieu d'être détourné ? Voulez-vous que l'État se remette à faire son métier, qu'il soit allégé des bureaucraties qui l'étouffent, qu'il soit libéré du parasitisme, du clientélisme, que son autorité soit restaurée, qu'il domine les féodalités, qu'il domine les corporatismes ? Voulez-vous que partout règne l'État de droit qui permet à chacun de savoir raisonnablement ce qu'il peut attendre des autres ?» Semblant ignorer l'existence des PAS (Plans d'Ajustement Structurel) et les recommandations du FMI privilégiant les cultures d'exportation nécessaires aux pays riches, il déclare tout de go : *«Voulez-vous qu'il n'y ait plus de famine sur la terre africaine ? Voulez-vous que, sur la terre africaine, il n'y ait plus jamais un seul enfant qui meure de faim ? Alors cherchez l'autosuffisance alimentaire. Alors développez les cultures vivrières. L'Afrique a d'abord besoin de produire pour se nourrir»*.

Le 12 décembre 2007, le MINEFE (Ministère de l'Economie et des Finances et de l'Emploi) faisait sur son site Internet le point sur la politique française d'aide au développement. On y trouve enfin une position claire de l'Etat français sur la dette du Tiers-Monde. Y est en effet déclaré un soutien inconditionnel au travail du Club de Paris, dont on rappelle en caractère gras, que la France en assure la Présidence et le Secrétariat Général. On y vante les mérites de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE), dont la France (toujours en caractères gras) est *«le contributeur le plus important»*. Cette politique aurait permis *«de réduire de moitié en valeur actuelle nette»* la dette de 22 pays pauvres à la fin de 2006 ; ces pays auraient pu réaliser *«plus de 20 milliards de dépenses sociales en 2007 contre environ 5.8 milliards en 2000»*. La France procède en outre *«à des annulations de dettes bilatérales additionnelles»* notamment dans le cadre de *«contrats de désendettement et de*

Cet argent qui leur échappe

D'après les chiffres de la Banque mondiale, les transferts financiers des migrants, par voies officielles, représentent plus du double de l'APD, mais les flux passant par des voies informelles leur seraient 2,5 fois supérieurs. Les frais de transaction s'élevant à environ 12,5 %, cela représente de 10 à 15 milliards de dollars par an, qui échappent aux banques.

Sous prétexte de faciliter la vie des migrants, celles-ci cherchent des moyens afin d'inciter les émigrés à utiliser leurs services : plans d'épargne-retraite, prêts à taux préférentiels, aides à la création d'entreprise, micro-crédits... La dernière nouveauté, déjà en pratique au Kenya et au Nigéria : le téléphone portable. Recevoir ou envoyer de l'argent avec un simple SMS ! Bien sûr, il faut avoir un compte bancaire...

développement ou C2D». Le principe en est que les PPTTE continuent d'honorer leur dette, mais aussitôt le remboursement constaté, la France reverse au pays la somme correspondante pour l'affecter à des programmes de lutte contre la pauvreté sélectionnés d'un commun accord avec l'Etat partenaire (exemple : appui au programme national de lutte contre le SIDA au Mozambique, l'un des 9 pays ayant conclu un C2D avec la France).

Or, depuis la mise en place de l'initiative PPTTE en 1996, la dette globale des pays du Sud a continué d'augmenter très régulièrement pour atteindre le record de 2850 milliards de dollars en 2006, les annulations de dettes des PPTTE n'ayant porté que sur des «*dettes en surplus*». Il s'agissait juste de rendre ces pays de nouveau solvables en abaissant leur dette à un niveau «*soutenable*» et ainsi,

à l'instar du Libéria en novembre dernier, de leur permettre de recommencer à emprunter. Quant à l'augmentation des dépenses sociales, elle est très loin d'être suffisante pour couvrir les besoins vitaux des populations en matière d'alimentation, de santé ou d'éducation : 800 millions de personnes souffrent toujours de la faim dans les pays du Sud ; 115 millions d'enfants ne vont toujours pas à l'école et 1,1 milliard d'individus n'ont pas accès à un point d'eau aménagé.

Le texte du MINEFE ne manque pas, par ailleurs, d'égratigner d'autres pays, non membres du Club de Paris (les méchants sont donc hors de l'Europe !) qui ne font pas autant d'efforts que la France. C'est aussi ce qu'avait laissé entendre Nicolas Sarkozy au sommet du G8, sur le thème «*c'est pas moi, c'est les autres*» quand on lui demandait pourquoi les

engagements de Gleneagles n'avaient pas été tenus.

La lecture de ces déclarations officielles donne finalement l'impression d'une France très satisfaite d'elle-même, qui explique essentiellement les lenteurs du développement par le manque d'implication des peuples locaux, «*le paysan africain... qui ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles*» (discours de Sarkozy à Dakar) ou le migrant installé en France, qui n'investit pas suffisamment dans le développement de son pays d'origine. Et ce ne sont pas les contacts privilégiés maintenus avec des régimes comme ceux du Gabon ou du Congo qui peuvent entretenir l'espoir d'un véritable changement de cap... 

Serge Vienne, CADTM Lille

Livre

Jo Briant, " Mes luttes, Nos luttes. Pour un autre monde "


Le livre de Jo Briant, c'est un «parcours du combattant» pour la justice. Ce parcours, pour peu qu'on ait autour des 60 berges et qu'on ait été sensible aux drames qui ont jalonné la seconde moitié du XXe siècle, on s'y reconnaît, on se découvre frère ou soeur de Jo. Et si on ne s'y reconnaît pas, pour cause de jeunesse essentiellement, ce n'est pas grave : le livre transmet des savoirs de résistance, il fait alors office de «*passage du relais*». Ce n'est d'ailleurs pas innocent si le livre se clôt sur l'engagement victorieux des centaines de milliers de jeunes mobilisés contre le CPE [Contrat première embauche] en France. Vision d'espoir pour un combattant qui, parfois, a connu le sentiment d'impuissance... Les combats, c'est le colonialisme, l'antiracisme, l'antifascisme, la lutte contre l'apartheid, les dictatures de l'Amérique latine, la Françafrique, le pacifisme, la dette du Tiers Monde (Jo Briant est membre du CADTM Grenoble), l'émancipation des femmes, la survie de la planète, les sans papiers... Et les libertés à l'époque du bloc de l'Est... Et la question palestinienne... Et la question indigène... Et... Et...

Chaque thème est traité à l'aune de la résistance collective – qu'est ce qui se passait ? Quels mouvements sociaux entraînent en action ? - et personnelle - comment Jo s'est-il impliqué ? (On a envie aussi d'ajouter «*résistance grenobloise*» tant Jo bat du cœur de cette ville solidaire). Chaque thème, c'est un peu d'histoire, un exposé du problème : quelques points précis pour clarifier les raisons de la lutte, des éléments d'analyse (avec quelques raccourcis inévitables vu la somme des thèmes abordés), des livres à lire, des poèmes, des citations, des adresses pour les combats qui continuent aujourd'hui... C'est tout ? Ah non ! Tout cela, c'est une vie. Une vie traversée du souffle de la folie, une vie enracinée dans la force du «*non*» permanent, omniprésent, à l'injustice. Tout cela, ce n'est qu'une vie mais une fameuse vie !

Subjectivement, ce qui a retenu mon attention. Jo veut souligner qu'il n'y a pas de fatalité historique. Les injustices que nous combattons proviennent toutes des êtres humains (et des hommes en particulier, patriarcat oblige). Nous sommes des êtres humains : nous pouvons donc nous colleter à ces adversaires. Pas de fatalité mais des opportunités historiques. Jo pense que

nous sommes à un moment crucial : ou bien nous tentons d'atténuer les effets du capitalisme ou bien nous luttons pour attaquer le mal à la racine. Pour ce faire, il faut dépasser la compassion et agir politiquement. Et ne jamais «*saucissonner*» les luttes, ne jamais séparer la lutte pour le pain et la lutte pour la liberté : les droits sont indissociables.

Jo, c'est aussi un acharnement de base : l'enseignement de qualité pour tous, en France, dans le quartier de Villeneuve où les expériences foisonnent après mai 68, mais aussi dans les quartiers populaires de Yaoundé. Le Collectif de Jo se bat pour la liberté pédagogique, l'égalité des chances, la survie des écoles rurales. Avec une découverte clé : «*pour nombre d'élèves, la neutralité n'est guère vivifiante : on peut être un prof engagé sans être sectaire ni intolérant*». Un prof qui n'a pas peur de dire à ses élèves : «*Oui, j'ai aimé Mai 68, le sens de cette fête, de cette quête d'un imaginaire social. J'y ai participé passionnément*».

Significatif : la couverture du livre ne met pas en scène un homme mais un groupe de personnes. Ce sont des militants comme Jo, des membres du Centre d'Information Inter-Peuples. Tous ont le sourire... 

Denise Comanne

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 00 33 (0)2-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

Mise en page : Yvette Krolkowski

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution

Jo Briant, "Mes luttes, Nos luttes. Pour un autre monde"
2007, Ed. La pensée sauvage, 276 pages.

On peut se procurer le livre en librairie en France (20 euros - diffusion SODIS) ou auprès de Jo Briant directement, 150 Galerie de l'Arlequin Apt 7306 à 38100 Grenoble (24 euros prix franco de port).

Changement climatique et dette du Sud : un peu d'arithm-éthique...

Nous sommes loin d'être tous égaux vis-à-vis du changement climatique en cours

Les pays développés sont responsables d'environ 80% des émissions passées de gaz à effet de serre, tandis que les pays les plus pauvres seront touchés les premiers, du fait de leur position géographique et des faibles moyens dont ils disposent pour s'y adapter. Ainsi le changement climatique constitue-t-il un facteur aggravant des inégalités nord-sud, révélant le lien étroit existant entre les problèmes environnementaux et les problèmes sociaux. De grandes décisions doivent être prises si tant est que la volonté en soit réellement présente. Voici un calcul surprenant, qui pourrait constituer un excellent test de cette volonté...

Au début 2007, Wally Broecker a proposé dans la revue Science le concept de «*tarte au carbone*». Si l'on veut limiter la concentration de carbone dans l'atmosphère au double de la teneur avant la révolution industrielle, parce que les modèles prédisent alors un accroissement de 2°C qu'il est raisonnable de ne pas vouloir dépasser, alors la taille de notre tarte de carbone à émettre est de 720 gigatonnes (Gt C). Ce concept est fondamental : nous avons un capital à ne pas dépasser, il ne s'agit plus seulement de ralentir le rythme de nos émissions.

De-vant cette tarte, se pose alors la question de son partage


Une part égale pour chacun ? Une part plus grosse pour les plus gourmands d'entre nous, ou, au contraire, une part plus grosse pour les plus affamés ? Il ne faut surtout pas éluder ces questions en s'en remettant au seul progrès technologique, ce qui retarderait la prise des décisions qui s'imposent aujourd'hui et nous ferait passer à côté d'une chance unique : celle de faire du problème du réchauffement climatique un espoir de remise en cause globale d'un modèle économique incapable d'intégrer véritablement la donne écologique et la donne sociale.

La «*tarte au carbone*» de Broecker ne concerne par ailleurs que les émissions de CO₂ à venir. Elle n'inclut pas les émissions passées ; or depuis le début de la révolution industrielle, nous avons émis environ 305 Gt C. Si l'on décide de tenir compte de nos émissions passées, la taille initiale de notre tarte était donc de 1025 Gt C (305+720), avant que nous ne commençons à mordre dedans. Dans un monde idéal, son partage devrait se faire au prorata de la population. Les pays développés ne devraient donc avoir droit à guère plus de 20% du gâteau, c'est-à-dire 205 Gt C. Or, ils ont déjà «*mor-du*» pour presque 245 Gt C (80 % des 305 Gt C déjà émises), de sorte qu'ils ont déjà excédé leur quota d'environ 40 Gt C... Au cours moyen en 2006, sur le marché européen des quotas de carbone, ces 40 Gt C équivalent à environ 2 860 milliards de dollars...

Or, selon la Banque mondiale, 2 860 milliards de dollars, c'est précisément le montant de la dette externe de l'ensemble des pays en développement. Le montant annuel des remboursements de leur dette externe et interne, par les pouvoirs publics du Sud, atteint 1 000 milliards de dollars. Son annulation totale et inconditionnelle pourrait dès lors apparaître comme le paiement par les pays les plus industrialisés d'une dette écologique dont ils sont cette fois-ci les débiteurs... Même si un tel calcul ne prend pas en compte les rapports de classes à l'intérieur des pays, tant du Nord que du Sud, et ne règle pas le problème du nécessaire contrôle citoyen de l'utilisation des sommes libérées, celles-ci seraient suffisantes pour garantir un accès universel à l'eau potable, à une alimentation décente, à des soins de santé de base et à une éducation primaire, tout en apportant des flux financiers pour aider les pays les plus vulnérables à s'adapter au changement climatique en cours.

Mais ce n'est pas tout...

Car dans notre scénario, les pays développés ont épuisé leur quota ! Les pays développés devraient donc racheter les 144 Gt C auxquels ils ont droit (20%

des 720 Gt C mentionnés plus haut) aux pays du Sud, pour environ 10 300 milliards de dollars. De quoi mettre en œuvre l'en-semble des mesures nécessaires à la formidable réduction de nos émissions de CO₂ et financer de profondes réformes dont la planète a bien besoin. L'intégration de la donne écologique à la construction du monde de demain permettrait donc de dégager des sommes importantes, en particulier si un minimum d'éthique est introduit dans les négociations internationales. Car quel sens y a-t-il à attribuer le prix Nobel de la Paix au GIEC et à Al Gore pour échouer quelque semaines plus tard à Bali ? Le monde a pourtant les moyens financiers de faire face au changement climatique. La recherche de cette solution constitue même une chance unique de remettre en cause un système qui sert les intérêts des créanciers et des sociétés trans-nationales, pour enfin construire un modèle qui prenne fondamentalement en compte les besoins des peuples. De plus en plus de citoyens se mettent en marche pour limiter leurs émissions; de façon plus générale, les peuples devront imposer aux tenants de la mondialisation néolibérale leur volonté d'utiliser les sommes décrites plus haut, afin de réaliser d'autres choix politiques en matière sociale, économique et environnementale, en vue d'un monde enfin respectueux de l'humain et de son cadre de vie. Mais sans une action collective et puissante, point de salut. La reconnaissance de cette dette écologique par les créanciers de la dette financière actuelle des pays du sud et le versement de réparations, l'investissement massif dans les économies d'énergie et dans les technologies nouvelles, le transfert inconditionnel de ces technologies vers les pays en développement (non carboné) permettraient d'enclencher enfin une logique radicalement différente. Le monde ne pourra pas en faire l'économie. 

- Olivier Ragueneau, Chercheur CNRS, biogéochimiste marin à l'IUEM (Brest)
- Damien Millet, porte-parole du CADTM-France, auteur de L'Afrique sans dette (CADTM/Syllepse, 2005)

Pour bien commencer l'année, j'adhère au CADTM

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____ @ _____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications : 48 euros 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : 10 euros 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : 38 euros 22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau